

MOTION RETRAITE GROUPE COMMUNISTE

Intervention de Pascal Clavier.

Lundi à Tarbes le groupe CTES a remis sur table cette motion.

Tout en rappelant que c'est hors délai le Maire a accepté au nom de la pluralité que soit proposée la motion.

Il a rappelé, je le rappelle aussi que nous n'avons pas compétence ni à en débattre ni à interjeter d'un résultat législatif dont le Conseil Constitutionnel est saisi ou que le RIP seul pourrait remettre en cause.

Le maire a demandé à la majorité de s'abstenir ce que j'ai fait car ma loyauté à son égard est au-dessus des considérations partisans.

Mais ici c'est l'intercommunalité ou s'exprime tous les groupes tout en se souvenant que nous agissons de concert pour le territoire, le terrain ou les considérations nationales ont peu d'influence, heureusement.

Alors c'est populaire et bien commode de dénigrer cette réforme sans dire ce qu'elle contient :

- maintien dans le temps du système par répartition, concernant d'abord les plus modestes et ceux qui ne peuvent se constituer par eux même un patrimoine,
- 6 milliard de mesures sociales
- impact réel avec la réforme Touraine déjà de 43 ans et départ effectif aujourd'hui à 63,3
- mesures d'accompagnement : 4 âges légaux avant 64 ans pour les carrières longues (58,60,62 et 63) ;
- abaissement des seuils pénibilité ;
- revalorisation du minimum de pension liquidé à 85% du smic net ;
- retraites progressives
- loi travail à venir pour répondre sur le partage de la valeur, organisation « France travail », contrats saisonniers...

Avec la réforme TOURAINE HOLLANDE une assistante médicale qui commençait à 20 ans partait à 64 ans à la retraite !

Et maintenant ce seraient les mêmes qui vilipendent le gouvernement, c'est bien commode.

Il y avait une autre solution, augmenter les cotisations, donc le cout du travail, donc le déficit commercial, donc les importations, donc affaiblir l'industrie française, mais là pas de majorité au Sénat... Ouf !

Alors oui on est déconcerté que pendant des mois Madame BORNE, **une femme**, courageuse, qui essuie tous les reproches de pure forme, cherche une majorité accepte les amendements des socialistes, des républicains qui obtiennent les avancées qu'ils demandent, que le sénat vote le texte et qu'à 3 heures du vote en 2^{ème} lecture à l'assemblée il manque 9 voix !

D'où le 49-3 et la motion de censure est rejetée de 9 voix : différence 18 voix

Vous avez compris pourquoi ! je ne vous fais pas un dessein, ça coute pas cher de s'opposer, mais ça fait peur de perdre son siège à certain... 18 !

Le vrai problème c'est que les mêmes qui se rassemblent font le lit d'une alternance qui s'est déjà produite en Italie.

La bourgeoisie se laisse séduire par Zemmour, les plus modestes par Marine ou Marion, on se rapproche dangereusement de la république de Wermer.

Pour éviter les émeutes en cours à Berlin, l'Assemblée nationale constituante se réunit dans la ville de Weimar, donnant ainsi son nom à la nouvelle république autoritaire...

La différence pourtant aujourd'hui c'est que la retraite par répartition est maintenue, la sécurité sociale est debout, le pays a créé 1 million d'emplois ; contre le chômage on a tout essayé qu'ils disaient !

Cette semaine on a même appris que ces emplois et cette croissance enviée par nos voisins a permis de réduire le déficit à 111% quand on avait dépensé à la hâte 15% du PIB à payer le quoi qu'il en coute, les salariés payés à la maison pendant le Covid et les entreprises maintenues à flot, les gens ont oublié que ce pays a été plus protecteur que tous les autres pays du monde.

Je crois qu'on doit un moment de lucidité.

Le versement des pensions de retraites constitue le premier poste de dépense de la protection sociale avec 332 milliards d'euros versés chaque année aux retraités. C'est l'équivalent de 13,5% du PIB en 2019

1,67 C'est le nombre d'actifs cotisants pour chaque retraité selon l'Insee. Un chiffre qui ne cesse de diminuer d'année en année. Il était de 2,6 en 1990 et de 2,02 en 2004. Or le nombre d'actifs n'augmente que de 20 000 personnes par an (dix fois moins qu'il y a dix ans) et devrait stagner jusqu'en 2040.

Cette réforme c'est juste une réforme démographique : Il y avait quatre actifs pour financer un retraité en 1950. Il n'y en a plus que 1,7 aujourd'hui », assurait [Édouard Philippe](#) lors de sa [présentation de la réforme des retraites](#) mercredi 11 décembre.

En 2018, la [France](#) comptait 17,2 millions de retraités. Ce chiffre tend à grossir, sans que le nombre d'actifs puisse suivre le rythme, ce qui posait sans équivoque le problème sur le financement des retraites futures.

Je voterai contre cette motion, dites-le qu'il fallait la faire cette réforme, dites-le que certains groupes qui prônaient la retraite à 65 ans sont aux abonnés absents, dites-le que les pensions sont revalorisées pour les plus faibles, dites-le que certains continueront à partir à 58 60 et 62 ans, dites-le que nos enfants n'auront pas à payer pour nos, dites-le que eux aussi auront la retraite par répartition que nos parents nous ont légués.

Si le courage nous manque, ce ne sont ni Mélenchon ni Faure ni Roussel ni Vauquier qui prendront les commandes dans 4 ans mais la république de Wermer.

Les gens diront, ils le disent déjà dans nos villages, on nous a pas bien expliqué, il y a eu que des disputes des femmes et des hommes politiques.

On a pensé : on a tout essayé ! Alors ? Trop tard... C'est le moment du courage pour soutenir une réforme indispensable même si elle est impopulaire.